

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

WT/GC(97)/ST/10

16 décembre 1997

(97-5523)

Conseil général
10 décembre 1997

Original: anglais

INDE

Déclaration de S.E. M. Srinivasan Narayanan
Ambassadeur, Représentant permanent

Tout d'abord, je voudrais remercier le Président de l'OEPC, le Directeur général et le Secrétariat d'avoir fourni de très précieuses contributions au tour d'horizon de l'évolution de l'environnement du commerce international.

Je souscris sans réserve aux observations formulées par l'Ambassadeur de la Colombie concernant l'importance de ce point de l'ordre du jour et la nécessité de veiller à ce que cette question soit examinée de manière constructive. Je reviendrai sur ce point à la fin de mon intervention.

Je dois malheureusement admettre que je n'ai pas pu examiner à fond la masse d'informations figurant dans les documents pertinents, à savoir le rapport du Président de l'OEPC, les rapports des divers organes subsidiaires, le rapport annuel en deux volumes élaboré par le Secrétariat ainsi que le rapport du Directeur général, et préparer une déclaration détaillée à vous présenter aujourd'hui. J'aurais aimé examiner tous ces documents et rédiger une déclaration qui aurait constitué une analyse intégrée des faits nouveaux survenus dans l'environnement commercial international ayant une incidence sur le système commercial multilatéral. Cependant, étant donné que les documents ne nous sont parvenus que quelques jours avant la réunion et que ma délégation avait une série d'engagements urgents ces derniers jours, je n'ai pas pu préparer ma déclaration. Par conséquent, je vais vous soumettre mes observations et vous exposer mes préoccupations en faisant quelques références appropriées à certains des éléments du tour d'horizon du Directeur général. Sans vouloir en aucune manière critiquer les efforts extrêmement louables que ce dernier a déployés pour présenter ce rapport, j'en citerai des extraits pour illustrer certains points que nous jugeons très importants. J'espère que cette approche vous paraîtra acceptable ainsi qu'au Conseil général.

Je me référerai tout d'abord au paragraphe 8. Ce paragraphe contient une liste indicative des défis que le système commercial multilatéral devra relever. L'Inde se félicite de ce que la poursuite - et au besoin l'amélioration - de la mise en oeuvre des accords existants soit spécifiquement mentionnée dans ce paragraphe. Au titre d'un autre point de l'ordre du jour examiné plus tôt aujourd'hui nous avons vu l'importance qu'il y a à veiller à la mise en oeuvre appropriée de l'un des accords issus du Cycle d'Uruguay. Toutefois, il nous semble qu'un défi important n'est pas mentionné dans ce paragraphe. Nous savons tous que certains accords comportent une disposition intégrée prévoyant un réexamen de l'accord, lorsque celui-ci aura été en vigueur pendant une période donnée, alors que d'autres accords ne comportent pas de disposition de ce type. La délégation indienne estime que, chaque fois que l'expérience montre qu'un accord présente des difficultés ou des injustices inhérentes, il faudrait, après des débats approfondis et sur la base du consensus, décider d'y apporter les amendements nécessaires. Chacun sait qu'au cours des négociations du Cycle d'Uruguay nous n'avons pas pu saisir toutes les implications des divers accords que nous étions en train de négocier. Dans la pratique, nous nous apercevons que certains d'entre eux comportent des éléments inéquitables que nous n'avons pas prévus. Nous sommes convaincus que ces éléments inéquitables devraient être examinés et que les

amendements nécessaires devraient être apportés aux accords concernés. Ce paragraphe se réfère également au programme incorporé résultant du Cycle d'Uruguay et de la Conférence ministérielle de Singapour. Je suis quelque peu surpris de voir l'expression "programme incorporé" utilisée à propos de la Conférence ministérielle de Singapour. Au cours de cette Conférence, un programme de travail portant sur certains domaines a certes été élaboré, mais il n'est peut-être pas approprié de qualifier cela de programme incorporé. La dernière phrase du paragraphe 8 dit qu'"il y a surtout le défi fondamental qui consiste à élaborer le futur programme de travail multilatéral". Cette dernière phrase, selon moi, constitue un jugement de valeur et implique que l'élaboration du futur programme de travail multilatéral est, d'une certaine manière, plus importante et plus déterminante que la réalisation du programme de travail actuel. Ma délégation n'est pas très satisfaite de cette approche. Il est certes de bon ton de parler du futur programme de travail multilatéral, mais il me semble que si nous ne nous montrons pas capables de réaliser le programme de travail actuel, personne ne nous prendra au sérieux si nous parlons de programme de travail futur. C'est pourquoi j'estime que nous devrions en priorité poursuivre la mise en oeuvre lorsque celle-ci est satisfaisante, l'améliorer lorsque cela est nécessaire et trouver le moyen d'éliminer les éléments inévitables qui sont apparus dans certains des accords du Cycle d'Uruguay. Pour nous, le programme de travail futur n'est pertinent que si nous sommes capables de relever les défis que présente le programme de travail actuel.

Je passe maintenant au dernier alinéa du paragraphe 12, selon lequel "il faut également à l'évidence combattre l'idée négative que le grand public et les médias se font des effets de la libéralisation du commerce et de la mondialisation". Cette phrase donne peut-être à penser, à tort, que la mondialisation ne comporte aucun inconvénient inhérent et ne cause aucun problème, mais que le grand public s'en fait une idée négative qu'il s'agit de combattre. Dans ce contexte, je tiens à signaler qu'un rapport publié récemment par la CNUCED, une organisation avec laquelle l'OMC a des liens étroits, fait clairement apparaître le fait que la mondialisation a des côtés positifs et des côtés négatifs. Ces derniers mois, un certain nombre d'articles bien documentés ont été publiés sur la question et ils soulignent les défis auxquels différentes sociétés auront à faire face du fait de la mondialisation. Par conséquent, il n'est pas correct de penser que la mondialisation n'a que des effets positifs et qu'il s'agit simplement de combattre l'idée négative que le grand public et les médias s'en font. Ce n'est pas seulement un problème de perception, il y a également un problème réel bien plus grave. Le Secrétariat a annoncé dans son Rapport annuel qu'il comptait, dans le contexte de la Conférence ministérielle, préparer un document sur la question. J'espère que ce rapport sera fondé sur une analyse objective des faits et qu'il ne s'agira pas simplement d'un document destiné à convaincre les sceptiques des bienfaits de la mondialisation. Il faudrait, selon moi, reconnaître que la mondialisation a des effets positifs et des effets négatifs. En ignorant ou en minimisant ces derniers, nous nous rendrions à nous-mêmes un mauvais service.

Je passe maintenant au paragraphe 14. Je me félicite de ce que le Directeur général ait appelé notre attention spécifique sur l'étude récemment réalisée par la CNUCED concernant les questions des crêtes tarifaires et de la progressivité des droits. Ces deux problèmes sont particulièrement aigus dans les secteurs qui intéressent les pays en développement comme les textiles, les chaussures, le cuir, etc. J'espère que nous trouverons un moyen de les régler.

Certaines des affirmations que l'on trouve au paragraphe 23 du tour d'horizon nous posent de sérieuses difficultés. Ce paragraphe commence ainsi: "A Singapour, les Ministres ont également été sensibles à la nécessité de faire en sorte que l'OMC évolue en fonction des nouvelles relations ayant une incidence sur le système commercial multilatéral. Dans cet esprit, ils ont créé deux groupes de travail, l'un pour examiner les liens entre commerce et investissement et l'autre pour étudier les questions soulevées par les Membres au sujet de l'interaction du commerce et de la politique de la concurrence, y compris les pratiques anticoncurrentielles." Si l'on regarde le paragraphe 20 de la Déclaration ministérielle de Singapour, les raisons qui ont amené à établir ces deux groupes de travail sont évidentes. Il me semble que les deux premières phrases du paragraphe 23 du tour d'horizon ne correspondent

pas exactement à ce qui est dit dans la Déclaration ministérielle de Singapour. Je suis également étonné de trouver dans le tour d'horizon une phrase disant que "le Conseil général doit décider dans les deux ans suivant la Conférence de Singapour comment il convient de poursuivre les travaux dans ces domaines". En fait, le paragraphe 20 de la Déclaration ministérielle de Singapour indique, entre autres choses, que "le Conseil général suivra les travaux de chaque organe et déterminera après deux ans ce que chacun devrait faire par la suite". Je sais que lorsque des documents sont préparés très rapidement, il peut y avoir des erreurs, mais je souhaiterais que le Directeur général veille à ce que ce paragraphe soit modifié de manière à être conforme au paragraphe 20 de la Déclaration ministérielle de Singapour.

Je me tourne maintenant vers le paragraphe 28. Nous avons examiné la question de la coopération entre l'OMC et les institutions de Bretton Woods ce matin au titre d'un autre point de l'ordre du jour. J'ai pris la parole ce matin sur ce sujet, mais étant donné que je manquais de temps car j'avais déjà un engagement antérieur, je ne me suis probablement pas expliqué très clairement. Au paragraphe 11 du document WT/GC/W/68, qui présente un rapport du Directeur général sur la mise en oeuvre des accords entre l'OMC et le FMI et la Banque mondiale, il est fait référence à une éventuelle modification des Statuts du Fonds visant à faire de la promotion de la libéralisation des flux de capitaux un objectif spécifique de cette institution. Il est également mentionné qu'une modification des Statuts du FMI est manifestement une question qui intéresse de près l'OMC, puisque les Accords de l'OMC incluent des références au FMI et à ses Statuts. Au cours de la réunion de la matinée, vous avez bien voulu accepter, comme je le demandais, que le Secrétariat élabore un inventaire de tous les articles de l'OMC qui font référence au FMI ou à ses Statuts. Toutefois, je tiens à préciser que l'OMC ne peut pas accepter ou incorporer automatiquement de nouveaux Statuts du FMI sans discussion. Les deux organisations ont des ensembles de règles différents et un nouveau statut adopté par le FMI ne peut pas être transplanté dans l'OMC n'importe comment. Par conséquent, je suis très heureux de noter, M. le Président, que le Directeur général poursuivra avec vous ses consultations approfondies concernant cette proposition d'amendement des Statuts du FMI. Je suis tout à fait favorable à la coopération entre l'OMC et le FMI, mais cela ne signifie pas que l'OMC doive d'une manière ou d'une autre être subordonnée au FMI.

Avant de conclure sur ce point de l'ordre du jour, je souhaite revenir sur le point soulevé par l'Ambassadeur de Colombie. Celui-ci a nettement souligné l'importance de ce tour d'horizon et la nécessité de veiller à ce que les Membres de l'OMC participent davantage à cet important débat. Je suis parfaitement d'accord avec lui. Je pense que M. l'Ambassadeur Akram se référait également à cela dans ses observations. Il nous faut veiller à ce que les documents pertinents soient distribués bien à l'avance et que les délégations disposent d'un délai suffisant pour participer à cet exercice de manière valable. Il me semble que dans le cadre de cet examen annuel nous devrions véritablement faire en sorte que les arbres ne nous cachent pas la forêt. Par conséquent, tout effort visant à élargir et à renforcer cet examen est appréciable. Je suggère, M. le Président, que vous procédiez au début de l'année prochaine à des consultations informelles en vue de déterminer les modalités qui permettraient de rendre cet examen plus efficace.